

Appel à la mémoire wallonne, vigie d'un avenir citoyen

« Je préfère l'avenir au passé, car c'est là que j'ai décidé de vivre le restant de mes jours », écrivait Victor Hugo. Sans doute, le poète a-t-il raison, car c'est dans le présent que s'écoulera chacun de nos jours à venir. Toutefois, pour guérir le présent de ses blessures et pour bâtir un avenir, il est des anamnèses nécessaires. On ne construit l'aujourd'hui qu'avec des briques façonnées hier. On ne déjoue les pièges du futur que si l'on en connaît les mécanismes élaborés la veille. « Ceux qui ignorent l'histoire sont condamnés à la revivre », répète-on aux jeunes visitant le fort de Breen-donk ou aux pèlerins se rendant en Pologne sur les lieux de la Shoah.

La mémoire éclairée et critique des luttes d'hier peut donc apparaître comme la vigie de l'action citoyenne. Notre environnement socio-politique est-il apte à lire le présent à la lumière d'une mémoire critique afin de discerner les voies de l'avenir et les solutions dépassées ? Examinons successivement l'état de notre mémoire wallonne et celui de notre mémoire démocratique, ainsi que leur capacité à éclairer notre avenir citoyen.

A. Une mémoire wallonne défaillante

La crise gouvernementale que la Belgique a traversée durant les derniers mois de 2007 a révélé une impréparation des représentants wallons. Combien d'élus politiques wallons n'entend-on pas avouer que l'on n'avait pas vu venir la montée en force des revendications flamandes ? Pourtant les prises de position du gouvernement flamand en mars 1999 ainsi que le socle commun de revendications communautaires de plusieurs partis politiques avant les élections de 2007 ne laissaient guère de doute sur une volonté d'évacuer bon nombre de compétences fédérales vers les entités fédérées. Sur le long terme, comment pouvait-on ignorer que le Mouvement flamand, né comme une petite graine en 1840, n'a jamais cessé de grandir depuis près de 175 ans et d'élargir ses objectifs ?

Notre mémoire aurait dû nous rappeler que le mouvement flamand n'a jamais vraiment reculé, sauf pour mieux sauter. Il s'agit d'un nationalisme romantique et intégral, avec toute la force de l'irrationalité sentimentale, qui n'a fait que se moderniser avec la montée en puissance économique de la Flandre. Ce n'est pas, comme on l'insinue souvent, un simple caprice arrogant de nouveau riche cherchant à éliminer de

« Quand on ne sait pas où on va, qu'on sache d'où on vient ». Tradition orale africaine (Pays sérère, Sénégal).

son entourage un voisin indigent. Et rien ne laisse prévoir qu'à moyenne échéance ce courant d'affirmation nationaliste puisse s'inverser. N'avons-nous rien appris des luttes passées ? À chaque revendication flamande satisfaite, les Wallons ont cru que c'était la dernière. Il est vrai que la mémoire humaine jouit de cette capacité anesthésiante d'occulter ce que l'on veut ignorer ou ce qui fait trop souffrir. Beaucoup de Wallons ont préféré croire que les revendications flamandes n'étaient portées que par une petite minorité d'agités nullement en phase avec le bon peuple.

Au-delà de cette édulcoration de la mémoire pour anesthésier la souffrance présente, les causes de l'amnésie wallonne sont plus profondes. Qu'est-ce qui ferait écran entre le citoyen wallon, sa mémoire et son devenir ? Qu'on l'ait voulu ou non, depuis un peu plus de vingt-cinq ans, l'évolution institutionnelle de la Belgique a appelé la Région wallonne à l'existence. Cette existence impose à la Wallonie d'émerger. Toutefois, cette émergence est hypothéquée, d'une part, par le déclin de sa grosse industrie traditionnelle et les coûts sociaux et environnementaux de cette situation et, d'autre part, par un déficit symbolique, une large part de la population wallonne restant veuve d'un État belge auquel les mentalités restent attachées.

1. Un déclin traumatisant. — La détérioration de la situation économique en Wallonie depuis les années 1960 fut une expérience traumatisante. Malgré des signes fragiles de redressement, un demi-siècle de déclin laisse des traces profondes dans les mentalités. Ce traumatisme a marqué la Wallonie, qui avait été la première région du continent à vivre la Révolution industrielle.

L'histoire a montré qu'un tel déclin ne peut être surmonté aisément. Cette évidence n'a pas empêché les Wallons de culpabiliser et d'intégrer dans leur mémoire les critiques de voisins émergeant en force dans l'économie belge. Le souvenir des grandes heures de la Wallonie industrielle a été refoulé, oblitéré par des accusations d'incapacité, voire de parasitisme. Celui qui a le genou en terre a tendance à intérioriser dans la honte la dérision du dominant. L'état d'humiliation ne peut devenir comme une seconde nature.

2. Un déficit symbolique. — Au-delà de cette mémoire immédiate conditionnée par un demi-siècle de dégradation économique, les Wallons ont rarement, d'eux-mêmes, apposé l'adjectif « wallon » sur les fleu-

rons de leur patrimoine. Le prestigieux reste attaché à la Belgique, dans laquelle les Wallons ont beaucoup investi au temps de leur prospérité, cette Belgique à la réussite de laquelle ils étaient flattés de s'identifier. La construction de l'« âme belge » par les historiens au XIX^e siècle a d'ailleurs mieux fonctionné en Wallonie qu'en Flandre. Le nationalisme amplifié par les agressions des deux guerres mondiales a conféré une sacralité à la patrie belge. Les noms mêmes « Wallon » et « Wallonie » ne sont guère revendiqués par les Wallons dans un sens gratifiant. On attribue à la sphère belge ce que l'on produit de mieux, en appliquant l'adjectif « wallon » à ce qui a relent de déclin. Dénoncer cette aliénation ne devrait-il pas apparaître comme un enjeu prioritaire pour un redéploiement de la Région ?

L'explication d'une telle situation devrait remonter à l'enfance. L'enseignement de l'histoire à l'école primaire a longtemps été centré sur la Belgique. Aujourd'hui encore le passé propre de la Wallonie reste méconnu. Il faut simplement constater que les enseignants d'aujourd'hui ont souvent en tête les schémas géographiques et historiques d'hier : les provinces plutôt que la communauté humaine de la Région ; les péripéties de la dynastie plutôt que les acquis des luttes politiques et sociales. Le relais de ce type d'enseignement a été pris dans le courant des années 1970 par le concept de « belgitude » lancé dans les milieux bruxellois francophones, représentation fourretout et narcissique, fonctionnant à usage exclusif de la partie francophone de la Belgique... concept qu'après inventaire on peut qualifier de chimérique.

Quant à la Communauté française de Belgique, qui a l'enseignement dans ses compétences, elle n'est pas faite pour éclaircir le paysage symbolique d'une Wallonie en mal de compréhension d'elle-même. Pour beaucoup d'analystes, les institutions actuelles, qui devraient concourir à la construction symbolique de la Wallonie, la desservent en fait. En effet, si les questions économiques sont du ressort de la Région wallonne, le domaine culturel est de la compétence d'une autre institution, la Communauté française. Or, les territoires et les intérêts de ces deux institutions ne se recouvrent pas entièrement. Impossible donc, pour un redressement économique, de tabler sur le capital symbolique. Cette Communauté française de Belgique, indépendamment du lien nécessaire de solidarité qu'elle préserve entre les régions wallonne et bruxelloise, entretient un dessein culturel mort-né. Cette institution exprime en fait la visée des héritiers de la bourgeoisie de 1830 qui a jadis construit l'État belge unitaire sur une base francophone. Les Flamands ayant refusé de s'intégrer à ce modèle, la Communauté française poursuit le rêve belge sans eux. Il en résulte une idéologie qui réduit la Belgique à une capitale, Bruxelles, et une province, la Wallonie, dont le nom et les aspirations s'effacent dans cet État résiduaire.

L'enseignement traditionnel de l'histoire a-t-il été un lieu d'effacement mémoriel ? Il a sans doute été,

parmi bien d'autres, un facteur aggravant de l'amnésie wallonne. Aujourd'hui, la volonté de décoder ce que nous sommes, pour l'heure, à la lumière de ce que nous avons été ne semble guère nourrir le débat citoyen. S'étonnera-t-on que la Région wallonne reste mal aimée d'une partie de ses populations et de ses décideurs, qui restent fascinés par les cadres de pensée antérieurs ? Beaucoup n'ont pas fait ce cheminement qui demande une adaptation des esprits à la Belgique issue des réformes institutionnelles des dernières décennies.

B. Une mémoire démocratique affadie

En regard de ce tableau déficitaire de la mémoire wallonne, observons l'état de notre mémoire démocratique. La difficulté pour les Wallons d'investir leur nouvel espace mental est renforcée par un désintérêt croissant des citoyens de nos démocraties pour la chose publique, la *res publica*. Le diagnostic porte ici sur le constat d'un mal plus global : un affadissement de la mémoire démocratique. La mémoire de nos luttes et victoires d'hier doit jouer un rôle de vigie, afin que les progrès à venir ne puissent s'accomplir sur les ruines des progrès acquis par les générations qui nous ont précédés. Dans un monde qui bouge, cette mémoire doit nous empêcher d'accepter ce que d'aucuns présentent comme des évolutions inéluctables.

Ces acquis, qui doivent s'inscrire, indélébiles, dans notre mémoire collective, portent des noms divers. Ce sont tout d'abord la liberté d'expression et le droit de dire publiquement une parole critique, sans crime de lèse-majesté ou de lèse-sacralité. Dans le domaine politique, c'est le suffrage universel acquis de haute lutte. Ce sont aussi les progrès de la pensée critique face aux endoctrinements totalitaires ou aux obscurantismes fondamentalistes. Ce sont les acquis du pluralisme, avec la séparation des sphères politique et religieuse, ce pluralisme qui est en fin de compte le fruit apaisant des âpres combats idéologiques qui traversèrent tout le XIX^e et la première moitié du XX^e siècle. Ce sont évidemment les acquis sociaux dans le sens de la justice et de la solidarité. Enfin, dans ces acquis, il ne faut pas négliger les progrès dans l'égalité des citoyens, particulièrement dans la prise en main de leur destin par les femmes. Aucun souffle culturel, d'où qu'il vienne, ne devrait faire rentrer les femmes dans les anciennes tutelles mutilantes.

Or, la mémoire de ces acquis court le risque d'une oblitération. Parmi ces glissements qui finissent par peser sur notre mémoire démocratique, n'en citons que trois : le triomphe de l'ordre marchand ; les dérives populistes ; l'affadissement du langage.

1. Triomphe d'un ordre marchand de plus en plus mobile. — L'avènement irréversible d'un ordre marchand nomade fragilise les États obligés de composer avec les nouveaux acteurs dominants. La mobilité du grand capital, la délocalisation des entreprises multinationales, la rapidité de l'information, les pérégrina-

tions résidentielles au gré des régimes de fiscalité, bref un nomadisme généralisé se jouant des pouvoirs locaux, tout cela corrobore le sentiment d'une marginalisation des démocraties, liées elles à des communautés humaines vivant dans des frontières géographiques fixes. Nos démocraties sont par nature liées à des groupes humains s'organisant sur une portion d'espace. Les logiques nomades d'un marché planétarisé semblent rendre inopérantes et désuètes les politiques nationales et a fortiori régionales. Au fil des progrès de la mondialisation, le pouvoir politique perd des moyens d'influer sur le cours des choses. Notre mémoire récente peut raviver en nous l'impression d'un rapport de forces inégal lorsque des instances officielles de Wallonie négociaient avec un grand patron « cigarettier » pour le maintien du Grand prix automobile à Francorchamps ou encore avec Ryanair au sujet de l'activité de cette compagnie à l'aéroport de Charleroi.

Cette marginalisation des pouvoirs démocratiques par rapport aux pouvoirs économiques mondiaux s'allie à l'individualisme autosatisfait commun aux sociétés d'abondance pour entretenir un désintérêt pour la chose publique et endormir la mémoire citoyenne. Cet assoupissement a d'autres adjouvants, comme le matraquage publicitaire qui anesthésie la pensée critique du citoyen et le transforme en consommateur béat et surendetté. Pourtant, la démocratie ne peut être soumise au marché plutôt qu'au vote critique des citoyens. Faut-il rappeler que les bases de la démocratie avaient été jetées en 1762, il y a près de 250 ans, par Rousseau dans le *Contrat social* : la souveraineté du peuple est inaliénable ?

2. Dérives populistes. — Face aux empiétements de l'ordre marchand mondial dans le domaine des décisions démocratiques, le désintérêt pour la chose publique s'alimente également d'une recrudescence des attaques populistes dénigrant les régimes parlementaires. Ici aussi, notre mémoire doit se tenir en éveil pour démasquer sous de nouveaux assaisonnements les vieilles recettes du populisme.

Le premier ingrédient de ce populisme est l'exaltation candide ou faussement naïve du bon peuple, dépositaire unique du bon sens, évaluant sainement les réalités, privilégiant les solutions simples (« il n'y a qu'à »), se méfiant tout autant des gouvernants profiteurs que des intellectuels qui, de leur balcon, se complaisent en d'inutiles distinguos.

La deuxième composante du populisme plonge ses racines dans l'affectif, l'hystérie parfois, et s'exprime dans une rhétorique émotionnelle, mais peu critique. Souvent, il s'agit d'une rhétorique démagogique basée sur le bon sens des « gens », et non sur une connaissance des questions posées. Que signifiait par exemple cette floraison que nous venons de vivre de drapeaux belges pendant aux fenêtres ? Quelles pistes de réflexion sur les manières de sortir de crise préconisaient ces ostentateurs de drapeaux aux bons sentiments, pour

la plupart ignorant totalement eux-mêmes la langue de la majorité des Belges ? Répété avec pathos, le « il n'y a qu'à bien s'entendre entre Belges » ne fait que déforer les positions de ceux qui cherchent une solution équilibrée à des questions complexes.

Le dernier ingrédient du populisme toujours renaissant est l'antiparlementarisme qui valorise l'apparition d'un personnage providentiel : un guide plébiscité ou un *deus ex machina*, capable d'un seul coup de tirer le pays de l'ornière où les politiciens malingres l'ont embourbé et de le remettre, vite fait, sur la voie droite. On entend sporadiquement des appels au roi pour une remise en ordre : un bon roi qui ne se trompe jamais est en phase avec le bon peuple. C'est un peu facile. C'est oublier que le roi est irresponsable politiquement et que, par conséquent, il ne lui appartient pas de tremper ses mains dans le cambouis des situations concrètes. C'est aux femmes et aux hommes politiques que revient cette tâche ingrate.

On ne peut évidemment affirmer, au vu des « affaires » qui ont secoué le pays, du nord au sud, que nos représentants élus n'ont en aucune façon contribué à l'actuelle dépréciation dont souffre le monde politique, certains d'entre eux s'étant compromis dans des abus de biens sociaux, le lotissement du pouvoir, l'octroi de fiefs et d'apanages où les parti majoritaires installent leurs prébendiers.

Par ailleurs, la politique spectacle hisse parfois l'un ou l'autre ténor au rang de vedette médiatique. La « pipolisation » des médias, de la presse tant écrite que radiodiffusée et télévisée, crée à l'occasion des vedettes populaires qui n'hésitent pas à cultiver une image douteuse faisant grimper la cote de popularité de leur héros. Cette dévalorisation de l'image de la classe politique accentue la tendance à se détourner de la gestion de la cité.

Notre mémoire citoyenne doit se tenir en éveil : la dénonciation d'abus ne peut en aucun cas dévier vers un populisme antiparlementariste. La démocratie reste notre meilleure conquête.

3. Affadissement du langage politique. — Avec le triomphe de l'ordre marchand, avec les dérives populistes, pointons un autre glissement, léger mais quotidien, qui endort en douce notre mémoire citoyenne : l'affadissement du langage politique. En voici deux exemples parmi d'autres.

De plus en plus dans la bouche de nos élus, on retrouve ces mots « les gens » : « ce que veulent les gens », « les préoccupations des gens ». En 2007, Yves Leterme avait intitulé son premier document de formateur gouvernemental : « La force des gens ». Et bien non, Mesdames et Messieurs les professionnels de la politique, dans ce domaine de la gestion de la cité, nous ne sommes pas des « gens », un troupeau flasque que des dirigeants attentionnés combleraient de pain et de jeux. Nous avons acquis le titre de « citoyennes » et de «

citoyens ». Nous ne pouvons, dans cette dérive populiste, supporter cette perte du sens des mots et des valeurs qui leur sont liées.

Autre dérive dans l'utilisation des mots. Tant les médias que les élus utilisent fréquemment le mot « souverain » pour désigner le roi. Non, la Constitution belge est formelle, elle désigne sobrement le titulaire de cette fonction par le nom de « roi ». Notre mémoire citoyenne nous invite à retourner aux racines de nos démocraties : un roi constitutionnel n'est pas souverain ; c'est le peuple qui est souverain et il ne peut abdiquer ce titre.

Accepter une édulcoration du langage politique conduit inmanquablement à une perte de la mémoire des luttes citoyennes. Il faut dénoncer ces dérives qui nous conduisent en douceur vers l'aliénation, vers une citoyenneté affadie, non vigilante, qui se déchargerait sur quelques bons dirigeants se présentant comme proches des « gens » et incarnant leurs volontés.

Ces considérations sur les dérives de notre mémoire citoyenne s'inspirent d'un refus de voir s'étioler dans l'insignifiance les acquis des luttes d'hier, d'un refus de laisser notre conscience démocratique se rapprocher du degré zéro. Notre mémoire citoyenne doit nous armer afin de ne jamais nous résoudre à l'inéluctable : nous transformer en citoyens déclassés, dépossédés par le triomphe du nouvel ordre économique mondial, endormis par le matraquage publicitaire et la presse à sensation, rabaissés par les dérives des pratiques politiques. Il est impératif que notre mémoire établisse le bilan des acquis à sauvegarder dans les bouleversements qui s'amplifient.

De quels matériaux se construira la mémoire des générations futures ? La question est capitale en ce temps où l'humanité redevient mouvante, aussi fluide que les capitaux, aussi instable que les entreprises, aussi mobile que les connaissances et les moyens de communication.

La question est cruciale pour la Région wallonne, jeune institution de vingt-cinq ans, appelée à l'existence en contexte de difficultés économiques, appelée à se fortifier en situation de mondialisation et en pleine tourmente dans le ménage belge. La Wallonie sait-elle vraiment si elle veut naître, si elle veut passer de la vie constitutionnelle officielle à une vie citoyenne réelle ? Si oui, elle doit inventer un « vivre ensemble », qui assume les héritages passés ; elle doit réaliser l'anamnèse du long exode des populations wallonnes à travers les siècles. Ce nouveau « vivre ensemble sur un espace commun » doit aussi prendre acte des apports originaux des nouveaux arrivants, pour recréer des solidarités nouvelles et stimuler les surgissements créateurs. Intégrer, à la prise de conscience de notre patrimoine ancien, les mémoires de diverses populations qui nous rejoignent, sera un autre défi. Il faudra mettre à profit le métissage des mémoires pour imaginer un demain.

Le but de ces réflexions n'est ni nostalgique ni cocardier. C'est un message d'espoir citoyen adressé à la jeunesse de Wallonie. Il importe que les jeunes de Wallonie puissent tableter sur un ancrage mental stable. Rien n'est plus traumatisant qu'une absence de repères. Le chemin est encore long, tant est profonde l'amnésie d'un peuple qui n'a jamais été tenté par l'affirmation de soi. « Quand on ne sait pas où on va, qu'on sache d'où on vient », dit un proverbe des Sérères du Sénégal.

Il faut oser penser librement et joyeusement une Wallonie épanouie et ouverte, consciente des valeurs qu'elle a créées hier et apte à les projeter dans un avenir.